

# Journal

juillet 2009

Commission d'Intervention sur les Lieux de Travail  
NPA 31, 9, rue Corneille, 31100 Toulouse / secretariat.cilt@listes.npa31.org



***Chers lectrices et lecteurs, ami-e-s et camarades,***

***Voici le premier numéro du journal en ligne de la Commission d'Intervention sur les Lieux de Travail (CILT) du NPA 31.***

***Cette commission regroupe tous les membres du NPA 31 qui se préoccupent d'une intervention politique sur les lieux de travail, car c'est là que se créent les richesses, c'est là qu'est le cœur du système capitaliste.***

***Nous pensons qu'intervenir politiquement dans les entreprises est le seul moyen de donner des perspectives à tous les militants, syndiqués ou non, indépendamment de leur étiquette, de donner une cohérence aux luttes qui se déroulent, afin que dès la rentrée elles convergent.***

***Face à la crise, nous avons la conviction que la solution nous appartient. Nous qui produisons tout dans la société, nous sans qui rien ne fonctionnerait.***

***Ce journal se veut être un outil d'analyse, une source de renseignements pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent que le monde du travail fasse plus que résister aux coups qui nous sont portés et qu'il passe à l'offensive pour venir à bout de ce système.***

***Nous souhaitons qu'il dépasse le cercle immédiat des militant-e-s du NPA 31 et que tous les travailleur-se-s et militant-e-s d'entreprise s'en emparent...***

***N'hésitez donc pas à le diffuser, à le faire circuler, à y écrire, il suffit de cliquer... Merci.***

**Le secrétariat de la CILT du NPA 31**

## Sommaire

- **Éditorial** page 2
- **Automobile, la fin d'un cycle. Quelles réponses anticapitalistes ?** page 3
- **eRDF-GrDF : tous ensemble contre la répression !** page 6
- **La SNCF à la découpe...** page 8
- **Soutien à Alain Refalo, enseignant « désobéisseur »** page 9
- **Non à la privatisation de La Poste !** page 10
- **Université et Recherche : ce n'est qu'un début, continuons le combat !** page 12

## Éditorial

***Après les très fortes mobilisations de janvier et mars, la grève générale en Guadeloupe et Martinique, des mobilisations sans précédentes dans le secteur privé, les confédérations syndicales ont organisé le reflux avec des mobilisations bidon en mai et juin au point de faire croire qu'il n'y avait plus de volonté de lutte. Le « G8 syndical » est venu à bout de la combativité des salariés au premier semestre.***

***Pourtant il ne se passe pas un jour sans annonce de plans sociaux, pas un jour sans coups portés au service public, pas un jour sans une nouvelle réforme, travail du dimanche, retraite, privatisation de La Poste... qui vont dégrader considérablement la vie des salariés.***

***D'un côté des milliers de chômeurs, de l'autre l'intensification du travail, d'un côté des milliers de salariés de tous âges qu'on jette à la rue, de l'autre la volonté de porter l'âge du départ à la retraite à 67 ans. Il faut arrêter cette machine infernale. Nous ne paierons pas leur crise. La fermeture d'usines n'est pas une fatalité. Quand on met le nez dans les affaires des patrons, comme à Molex, on découvre que sous la pseudo crise il n'y a souvent rien d'autre que la recherche de profits pour gaver les actionnaires. Ces entreprises qui ont accumulé des profits, encaissé de l'argent public doivent rembourser.***

***L'interdiction des licenciements reste la seule solution pour imposer des plans de reconversion, le maintien d'un savoir-faire ouvrier, des acquis sociaux. Sur les décombres des usines travaillant pour l'automobile, les patrons mettront en place de nouvelles unités de travail peuplées de salariés précaires et des conditions de travail toujours plus dures. Le CDI doit rester le seul contrat de travail.***

***Pendant que bon nombre d'entreprises imposent du chômage partiel aux travailleurs, pendant que certains, surtout des femmes, se voient imposer le temps partiel, d'autres encore travaillent plus de 40 heures par semaine et se voient imposer des heures supplémentaires. La réduction massive du temps de travail à 32 heures avec embauche correspondante et sans perte de salaire, le partage du travail est la seule réponse au chômage de masse qui pointe son nez.***

***Le monde du travail n'a pas le choix. Emprunter la voie de son unification autour d'un programme d'urgence sociale et écologique ou subir les coups du capital entreprise par entreprise, branche professionnelle après branche professionnelle. Certes non, la grève générale ne se décrète pas, mais elle s'organise et se construit dans les luttes de tous les jours. Mettons-nous-y, tou-te-s ensemble !***

Toulouse, le 1<sup>er</sup> juillet 2009

## Automobile, la fin d'un cycle Quelles réponses anticapitalistes ?

**L'article de Jean-Claude Vessillier, « Automobile, la fin d'un cycle », paru dans Inprecor, revue de la IV<sup>e</sup> Internationale, de janvier février 2009, et dont nous publions ci-dessous l'introduction, montre le séisme qui touche le secteur de l'automobile :**

« En trente-cinq ans, depuis le premier choc pétrolier, la production mondiale d'automobiles a été multipliée par deux, passant de 33 millions en 1975 à 73 millions en 2007. Dans la plupart des pays capitalistes développés, le mode habituel de la gestion de cette croissance a été celui de crise avec des restructurations entre firmes, des fermetures d'usines et des suppressions d'emploi. L'industrie automobile de la plus ancienne économie capitaliste, l'Angleterre, a été profondément réduite au cours de cette période. Detroit ou Boulogne-Billancourt portent les marques d'usines fermées avec des friches industrielles en plein cœur de ville.



La nouvelle crise de l'industrie automobile, qui vient d'exploser en ce deuxième semestre de l'année 2008, est singulière par sa simultanéité sur tous les continents, son ampleur, ses conséquences potentielles sur la force de travail mobilisée dans cette industrie, ses liens avec la fin du pétrole comme énergie abondante et la crise de l'environnement. En ce sens, la crise de l'industrie automobile fournit un effet de loupe sur les manifestations bien réelles de toutes les dimensions de la crise qui ravage aujourd'hui la planète. De la même façon que le premier choc pétrolier de 1973 avait initié un nouveau cycle dans l'histoire de l'industrie automobile, les événements du dernier trimestre 2008 marquent la fin de ce cycle et préfacent une nouvelle période où, au travers de nouvelles crises, c'est bien l'avenir de l'automobile à pétrole et des millions de travailleurs la fabriquant qui est en jeu. [...] » (pour lire la suite : <http://www.preavis.net/breche-numerique/article1323.html> )

En Midi-Pyrénées ce sont environ 15 000 salariés qui travaillent pour cette industrie et de fortes secousses se sont déjà produites, à Molex, bien sûr, mais aussi à Continental, Freescale... Le pire est devant nous dans bien des usines : Bosch (Rodez), SAM (Decazeville), où le chômage partiel épongé par les RTT ou des anticipations sur les congés a permis de limiter les pertes de salaires, mais à la rentrée le chômage partiel précèdera les licenciements ou les fermetures définitives.

Cette crise, qui annonce une mutation profonde de l'automobile, son fonctionnement, son utilité, son utilisation... est une aubaine pour le capital. Comme sur les décombres d'une guerre, de nouvelles usines avec des salariés verront le jour, mais au passage le



patronat aura liquidé l'essentiel des acquis sociaux, des capacités de riposte des syndicats. Le problème qui se pose d'ores et déjà est comment on passe d'une usine fabriquant des composants pour un type de voiture qui se fabriquera de moins en moins à une production pour d'autres types de véhicule dont la conception n'est pas complètement achevée.

Ce moment est essentiel car il y a en jeu le savoir-faire et les métiers, le chômage, les acquis sociaux, le droit syndical, les liens sociaux, l'histoire collective. Il faut que le passage d'un cycle de production capitaliste, la voiture à essence, à un autre cycle, la voiture écologique et les moyens de transports collectifs non polluants et gratuits, se fasse sans casse pour les travailleuses et travailleurs de ce secteur industriel. C'est aux capitalistes de payer les mutations nécessaires tant sur le plan social que sur le plan écologique.

La réponse des patrons de l'automobile à leur crise, c'est un gigantesque gâchis : la liquidation des sites industriels « non profitables ». Avec ses conséquences de souffrances sociales pour des milliers d'hommes et de femmes licenciés et livrés au chômage, d'abord, mais aussi celles de la dispersion sans retour des compétences professionnelles collectives acquises depuis des années dans ces entreprises.

La réponse du monde du travail, celle que devraient porter haut et fort les organisations syndicales confédérées et les partis qui se réclament d'une transformation socialiste de la société, est l'exact inverse : la pérennité des sites industriels, leur adaptation écologique aux nouvelles productions, le partage du travail et la garantie du salaire pour toutes et tous – quatre objectifs qui sont au fondement d'une économie durable non-productiviste.

Spontanément, les travailleurs concernés, ceux de la filière du pneumatique surtout, ont montré leur disponibilité pour une telle réponse. Les Conti de Clairoix, en arrachant une « prime de compensation » uniforme de 50 000 euros non imposables pour tous, que l'on ait un an ou vingt ans d'ancienneté dans la boîte, et la continuité du contrat de travail jusqu'à fin 2011, ont ouvert la voie à la bataille générale dans les filières de l'automobile pour la garantie du salaire. C'est le choix de celles et ceux de Freescalé, ici, à Toulouse, qui ont voté en AG la revendication d'une prime uniforme de 190 000 euros, qui garantirait à chacun huit années de salaire en moyenne.

Et pour leur part, les salariés de Molex se battent pour la « revitalisation » du site, et interpellent le gouvernement pour qu'il rende des comptes sur les 11 milliards d'euros de « plan de relance » de la filière automobile dont ils ne voient pas la couleur. A Villemur, on discute concrètement du maintien de l'emploi pour tous, sédentaires et intérimaires, de reconversion industrielle, d'expropriation des actionnaires et d'une

production de proximité répondant aux besoins sociaux. Écouter l'interview de Guy Pavan, délégué syndical CGT, et d'Alexis Antoine, syndicaliste CGT de Molex, sur Radio Mon País ( <http://www.npa31.org/actualite-politique-locale/molex-guy-pavan-et-alexis-antoine-sur-radio-mon-pais.html> ), et lire l'article de « Sous le rocher » qui la prolonge ( <http://www.npa31.org/contributions/la-parole-a-sous-le-rocher-quand-les-molex-font-leur-revolution.html> ).

Bataille pour la garantie du salaire, comme à Continental et Freescale, et bataille pour la pérennité des sites, comme à Molex et Lear, sont complémentaires. Toutes deux sont dirigées contre les plans de licenciements du patronat. Manque leur unification. En l'absence de volonté des directions syndicales de l'organiser, il appartient aux travailleurs mobilisés eux-mêmes de faire converger leurs luttes. Pour cela, deux perspectives immédiates :

1. Sortir de l'isolement en multipliant les rencontres de travailleurs en lutte comme l'ont fait ceux de Continental Clairoix et de Goodyear Amiens, ceux de Molex et de Lear, ceux de Continental Toulouse et de Freescale. Et appeler à une manifestation nationale pour exiger du patronat et du gouvernement l'interdiction des licenciements.

2. Élaborer une réponse ouvrière à la crise du secteur de l'automobile. Une réponse concrète qui mette à l'ordre du jour la socialisation de l'outil de travail, sa gestion directe par les travailleurs eux-mêmes ainsi que leur contrôle des fonds publics qui, pour l'heure, ne font qu'alimenter les profits des patrons qui licencient.

*secrétariat de la CILT du NPA 31,  
Toulouse, le 1<sup>er</sup> juillet 2009,*



## eRDF-GrDF : tous ensemble contre la répression !



**La mobilisation (grève, manifestation et rassemblement) du 18 juin à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, CFDT et CFTC des gaziers et électriciens d'eRDF-GrDF a été un gros succès. Environ un millier d'agents de toute la région étaient là dont un grand nombre avec les véhicules du travail. Ce n'était pas gagné d'avance de réussir la grève, de sortir les véhicules après 48 jours de grève, d'autant plus que les menaces des patrons étaient bien présentes.**

Aucun doute. Après la victoire des gaziers et électriciens (lire <http://www.npa31.org/actualite-politique-locale/erdf-grdf-le-point-sur-48-jours-de-greve-interview....html>), les patrons du gaz et de l'électricité veulent sanctionner lourdement en vue de la préparation des mauvais coups à venir et en même temps rassurer les actionnaires sur le nécessaire apaisement du climat social pour engranger

les bénéfiques à venir. Aucun doute aussi sur la lourdeur des sanctions envisagées, puisqu'il est question de mises à pied et de licenciements. Le poids des actionnaires pèse aussi fort que celui des patrons qui voient là un moyen de casser l'outil syndical : la plupart des 43 lettres de convocation à entretien préalable à sanction ont été adressées à des syndicalistes de la CGT, le syndicat majoritaire dans l'entreprise. Car la lourdeur des sanctions a pu être un outil redoutable pour museler les capacités de riposte des salariés. Au centre de tri de Bordeaux, un licenciement de contractuel et des mises à pied de 2 ans... ont pesé lourd dans la combativité des postiers et pèsent encore pour s'opposer à la privatisation de La Poste.

L'autre point positif de la journée de mobilisation du 18 juin a été son caractère unitaire. L'intersyndicale d'eRDF-GrDF était bien là, mais aussi l'UD CGT 31, la Région FO Aquitaine et Solidaires 31, qui ont apporté leur soutien lors du rassemblement à la préfecture en fin de matinée, témoignant par là du caractère interprofessionnel de cette bataille contre la répression patronale qui n'en est qu'à son début. C'est d'ailleurs la troisième fois ce printemps que tout le mouvement syndical haut-garonnais, par-delà ses différences, s'unit pour s'opposer aux patrons licencieurs de syndicalistes. On se souvient du soutien unitaire apporté le 30 avril à Mick Flynn, syndicaliste du SNPEFP-CGT de la société ECLAT (<http://www.npa31.org/videos/solidarite-avec-mick-flynn.html>) ou de celui du 21 avril devant le TGI quand les patrons de Molex prétendaient faire jeter en prison Denis Parise, secrétaire du CE de l'entreprise, au lendemain de la « garde à vue ouvrière » de 26 heures du co-gérant et de la DRH de la boîte pour délit d'entrave au fonctionnement du CE...

Si le soutien intersyndical aux gaziers et électriciens menacés de sanctions est un acte important qui contribue tout simplement au développement de l'action syndicale, il doit en être de même de celui des partis politiques (PS, PCF, PG et NPA) sollicités par la

Coordination régionale Midi-Pyrénées CGT Mines-Energie (<http://www.npa31.org/attachments/09-28PartisPolitiqueSanctions.pdf>). Ont répondu présents, au rassemblement de la préfecture, le PCF 31 et le NPA 31, représenté par sa porte-parole, Myriam Martin, qui sont intervenus pour apporter leur soutien. Myriam a redit la disponibilité du NPA pour toute rencontre avec les gaziers et électriciens (<http://www.npa31.org/attachments/CourrierMyriamCGTMines-Energie.pdf>), et a proposé à l'ensemble des partis de gauche d'agir en commun dans les jours à venir : déclaration, conférence de presse, réunion publique, tout est envisageable. Le NPA est disponible pour toute action commune sur laquelle nous tomberions d'accord avec le PS, le PCF, le PG, LO... pour préparer la prochaine étape de mobilisation, d'ores et déjà fixée par l'AG des gaziers et électriciens au **vendredi 10 juillet**, lors d'un conseil de discipline. Il s'agit pour l'ensemble des partis de gauche de mobiliser leurs adhérents, leurs sympathisants, de prendre des initiatives unitaires pour faire savoir à la direction d'eRDF-GrDF qu'ils ne toléreront aucune sanction.

secrétariat de la CILT du NPA 31,  
Toulouse, le 21 juin 2009

### **Courriel du NPA 31 du 25/06/09 aux partis de gauche de la Haute-Garonne**

*Bonjour à tous,*

*Nous avons tous reçu le courrier des organisations syndicales de eRDF-GrDF pour nous alerter sur la répression que subissent les salariés suite aux 48 jours de grève qui leur ont permis d'obtenir une victoire précieuse dans la conjoncture actuelle. Nous avons sûrement, chacun de notre côté, répondu à leur sollicitation.*

*Nous pensons qu'il est urgent et nécessaire de soutenir tous ensemble cette lutte exemplaire et révélatrice de la volonté de répression syndicale de la période actuelle.*

*Nous avons, pour le 18 juin, proposé un communiqué commun, mais seule Lutte ouvrière a répondu présente.*

*Seules certaines de nos organisations étaient représentées lors du rassemblement en solidarité avec les salariés d'eRDF et GrDF, place Saint-Etienne.*

*La prochaine échéance de leur mobilisation se fera le 10 juillet lors d'un conseil de discipline. C'est l'occasion (nous pensons qu'il est essentiel) de faire une action ensemble!*

*Nous vous proposons d'en discuter lors d'une réunion unitaire, lundi 29 juin 18 h ou mardi 30 juin 18 h (répondez-moi vite sur vos disponibilités pour fixer la date).*

*Pour notre part, nous proposons :*

- Une conférence de presse avec l'intégralité des têtes de liste Sud-Ouest de gauche aux dernières élections européennes (ou leur porte-parole s'ils ne sont pas disponibles) plus les représentants des autres organisations.*

- Lancement d'une pétition commune et organisation de collecte de signatures communes avant le 10 juillet.*

*Nous espérons fortement tomber d'accord et soutenir tous ensemble les électriciens et les gaziers, pour défendre l'emploi, les salaires, le service public et les libertés syndicales.*

*A très bientôt,*

Julien Terrié,  
porte-parole du NPA31

La réunion unitaire des partis de gauche en soutien aux gaziers et électriciens menacés de sanctions aura finalement lieu mardi 30 juin. Nous publierons ses décisions sur le site du NPA (<http://www.npa31.org/>).

## La SNCF à la découpe...

**La SNCF est en pleine mutation et la filialisation ou la privatisation n'est pas loin. Le fil conducteur du gouvernement et de la direction c'est d'appliquer la même méthode qu'à France Télécom, EDF ou la Poste.**

Les différentes directives européennes pour la libéralisation et l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire se mettent en place au fil des années.



Depuis la création de RFF (Réseau ferré de France) en 1996, celle-ci est propriétaire et responsable des infrastructures. La gestion du réseau est assurée par la SNCF, elle assure également une partie de la maintenance. Le reste des travaux est effectué par des boîtes privées.

En 2002, la direction crée la séparation par activité : Fret (marchandises), VFE (voyageurs grandes lignes), TER (transports express régionaux), INFRA (régulateurs, agents circulations et aiguilleurs) et EVEN (voies caténares...) afin de coller à la directive européenne pour la séparation des comptes d'activités.

Les organisations syndicales dénoncent depuis longtemps une privatisation rampante qui à terme va mettre à mal l'unicité de l'entreprise publique.

Depuis l'ouverture à la concurrence du trafic marchandise en 2005 le gouvernement et la direction ne cessent de faire des plans pour dixit « sauver le Fret ». Mais à chaque fois c'est pour mieux diminuer les moyens humains et de structure, par la fermeture et la quasi-disparition de certains triages ou par l'augmentation des tarifs de 15 à 25 % sur le prix de la tonne transportée. Ces différents plans favorisent la concurrence car les entreprises se tournent vers les nouveaux opérateurs ferroviaires et le transport routier.

En 2008, un nouveau pas est franchi avec la création de la Direction Fret qui fonctionne comme une entreprise à l'intérieur de la SNCF avec son budget et son effectif de gestion. Mais avec la crise économique, le volume transporté est en chute libre et la direction revoit à la baisse ses prévisions de trafic à moins 15 % en septembre. En décembre, c'est une nouvelle baisse d'au moins 20 % qui est annoncé. A Saint-Jory par exemple, sur l'unité traction Fret, le chiffre atteint moins 30 % au mois de d'avril 2009.

Il est évident que cette baisse de trafic dans le Fret entraîne notamment chez les conducteurs de train des journées sans aucune utilisation. Sur certains dépôts marchandises les agents ont jusqu'à 2 à 3 jours d'inutilisation par semaine.

Mais, dans le même temps, les effectifs pour assurer le trafic voyageurs grandes lignes et les TER sont dans le rouge. Formation, congés refusés sont de plus en plus fréquents et le nombre de trains supprimés grandes lignes et TER en constante augmentation. Les organisations syndicales évidemment dénoncent cette hyperspécialisation de la gestion des moyens humains et comptables dans les unités de production des différentes activités qui entraîne une dégradation du service public que l'on doit rendre aux usagers de la SNCF.

En effet chaque activité doit se débrouiller seule pour assurer son propre trafic.

Au début de l'année 2009, le ministre Dominique Bussereau a demandé la création d'une entité qui serait directement rattachée à RFF avec le personnel de l'INFRA pour qu'il n'y ait pas de priorité dans la gestion des circulations des différents opérateurs ferroviaires.

*Jean-Philippe,  
comité cheminots NPA 31,  
Toulouse, le 26 mai 2009*

### **Aucune sanction disciplinaire pour Alain Refalo**

***Alain Refalo est enseignant à l'école Jules-Ferry de Colomiers.***

***Il a décidé, en accord avec les parents d'élèves, d'organiser l'aide personnalisée de sa classe en deux groupes, privilégiant la coopération et l'entraide dans l'acquisition des connaissances alors que les textes demandent une sélection d'élèves en difficulté.***

***Pour l'administration, notre collègue n'applique pas réglementairement le dispositif d'aide personnalisée.***

***Pour ce motif, l'administration lui inflige un retrait de salaire de deux jours par semaine depuis le mois de janvier 2009 et a refusé la promotion au choix à laquelle il avait droit.***

***Mais ces sanctions financières totalement injustifiées et sans précédent ne suffisent pas à l'administration !***

***L'Inspecteur d'académie menace aujourd'hui Alain Refalo d'une sanction disciplinaire en le convoquant devant le conseil de discipline le 9 juillet.***

***Nous dénonçons cet acharnement que rien ne justifie.***

***Nous exigeons qu'aucune sanction disciplinaire ne soit prise contre notre collègue Alain Refalo ainsi que l'arrêt des retraits de salaire.***

*pétition SNUipp-FSU, SGEN-CFDT, SUD-Education et CGT Educ'Action 31  
signature en ligne : <http://31.snuipp.fr/spip.php?article237>*

#### **Rassemblements de soutien**

**jeudi 2 juillet à 18 h**

**Colomiers, Place Verseilles, devant l'Inspection de l'Éducation nationale**

**jeudi 9 juillet à 14 h**

**Toulouse, Inspection Académique (cité administrative)**

Pour en savoir plus :

<http://www.npa31.org/actualite-politique-locale/aucune-sanction-disciplinaire-pour-alain-refalo.html>

## Non à la privatisation de La Poste !



**Le Comité national de mobilisation contre la privatisation de La Poste, pour l'ouverture d'un débat public et un référendum sur le service public postal s'est réuni le 24 juin. Y ont participé un nombre important d'organisations : CGT, SUD Ptt, FO Com, CFTC, FSU, Solidaires, ATTAC, UFAL, Convergences, Résistance**

**sociale, M'PEP, MRC, NPA, PCF, PG, PS, Les Verts. Toutes bien décidées à relancer la campagne de masse qui avait fait « reporter » le projet gouvernemental l'hiver dernier. Le Comité national doit se réunir de nouveau le 6 juillet. En Haute-Garonne comme ailleurs, la lutte doit s'organiser et s'amplifier.**

Devant la forte mobilisation suscitée par l'annonce faite en juin 2008 d'un projet de loi de changement de statut de La Poste en société anonyme pour janvier 2009, Sarkozy avait reporté ses décisions. Mais, sitôt les européennes passées, ce projet de loi est remis en chantier, avec un calendrier accéléré avant les régionales de mars 2010 : consultations nécessaires des instances statutaires, passage en conseil des ministres en juillet, passage au Sénat d'abord puis à l'assemblée, en procédure d'urgence (simple lecture), fin octobre-début novembre pour mise en œuvre au premier janvier 2010 ! Bonjour la démocratie...

La promesse réitérée du gouvernement d'une Poste société anonyme à 100 % de capital public ne trompe personne : les exemples de changement de statut de France Télécom et d'EDF-GDF sont là pour prouver aux postiers et aux usagers que la capitalisation par des fonds privés est le but recherché. Avec comme conséquences, une prédominance accrue des critères de rentabilité sur la qualité des missions du service public postal pour les usagers (fermeture de bureaux, courrier à J + 2, fin du tarif unique du timbre...), et pour les postiers, la suppression massive d'emplois, une aggravation de la précarité et de la charge de travail, et des salaires maintenus à la baisse.

A l'appel du Comité 31 contre la privatisation de La Poste, créé en septembre 2008, deux réunions se sont tenues les 18 et 25 juin à Toulouse, destinées à rassembler les organisations syndicales, les comités locaux contre la privatisation de la Poste, les associations et les partis politiques de gauche de la Haute-Garonne. Étaient présents : CGT Poste 31 et Sud Ptt 31, Solidaires 31, FSU 31, Sud Recherche, Comités Muret et Saint-Lys contre la privatisation de la Poste, Collectif Convergence des luttes, Attac Toulouse, NPA 31, CUAL Toulouse Centre.

Le point a été fait sur la décision politique et le calendrier annoncés le 16 juin par Luc Chatel, ministre de l'industrie à l'époque. Sur la base des mobilisations des postiers, des usagers et des élus de l'automne 2008, et face à cette tentative de passage en force, le Comité 31 a décidé d'organiser la lutte sans tarder :

- réunir régulièrement l'intersyndicale 31 des postiers ;
- relancer les comités locaux créés en 2008, et augmenter leur nombre, en cherchant à les relier à d'autres luttes, en particulier celles de l'Education nationale ;
- informer par tracts et pétitions les usagers dès le début de l'été ;
- informer les élus par courrier ;
- diffuser le matériel unitaire national.
- faire un communiqué de presse du Comité 31 sur la base de l'appel du Comité national.
- appeler au rassemblement proposé par l'intersyndicale du jeudi 2 juillet, à 17 h à Muret, salle Satgé (salle des fêtes), à l'occasion de la venue du directeur de la DOTC MPS en mission pour vanter aux postiers les mérites des réformes en cours et la privatisation.

D'ores et déjà, une réunion de rentrée du Comité 31 a été programmée le 4 septembre. Il y sera question de ne pas laisser les luttes éparpillées et isolées, et de construire leur convergence pour porter des revendications communes :



- contre les privatisations et pour créer les emplois nécessaires à l'amélioration du service public (Poste, Éducation, Santé...);

- pour une production socialement et écologiquement utile pour satisfaire les besoins sociaux (énergie, transports, agriculture, logement...) avec des conditions de travail et des salaires décents (300 € d'augmentation pour tous ; 1 500 € net minimum ; réduction du temps de travail pour travailler tous).

*Claude Marc,  
NPA Muret-Saint Lys-Comminges,  
Muret, le 28 juin 2009*

## Université et Recherche

### Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

#### Une mobilisation historique

La mobilisation des personnels des universités et de la recherche publique, qui a pris corps avec la première coordination nationale des universités (CNU) le 22 janvier, est historique à plusieurs points de vue. Tout d'abord par sa durée, quinze semaines, où les personnels n'ont pas désarmé et ont essayé d'élaborer une stratégie pour gagner. Ensuite par l'unité entre les différentes catégories BIATOSS, recherche, enseignants ou étudiants... Mais aussi par la force des revendications qui rapidement sont passés d'une simple demande de retrait d'un décret catégoriel à la remise en cause de la LRU (« loi relative aux libertés et responsabilités des universités » *sic*), à la réflexion de quelle université nous voulons, nous, les premiers concernés. Enfin le niveau d'auto-organisation a été très élevé, avec des assemblées générales souveraines qui ont décidé des rythmes, de la stratégie des objectifs de la mobilisation, avec une CNU qui a regroupé plus de 70 universités et a été une véritable direction pour la mobilisation, ce qui a imposé aux principales directions syndicales (FSU, SUD, CGT) à la reconnaître comme telle.



#### Une première bataille qui en appelle d'autres

Pendant quatre mois, manifs, cours alternatifs en centre ville, actions de blocages ou actions symboliques, rétentions de notes et blocages administratifs, suspension des cours, « ronde des obstinés » se sont succédé. Nous nous sommes battus, et continuerons à nous battre, pour des créations massives d'emplois statutaires, pour le retrait du décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, contre le démantèlement du CNRS, contre la réforme de la formation des maîtres (« mastérisation »). Au-delà, c'est tout le projet de la bourgeoisie pour l'université et la recherche qui a été combattu : soumission de la recherche aux intérêts privés, adaptation des formations aux besoins immédiats du patronat, déqualification des diplômes pour précariser les travailleurs en formation que sont les étudiants, augmentation de la sélection sociale... Dans un milieu qui a toujours su résister aux attaques anti-sociales, nous avons obligé le gouvernement Fillon-Pécresse à manœuvrer, à faire croire à des retraits ou réécritures. Mais au final la gueule de bois peut paraître importante : nous avons obtenu le report du projet de « mastérisation » et la sauvegarde de quelques postes. En même temps, sans résistance, le gouvernement aurait sûrement été beaucoup plus loin ! Nous devons continuer à lutter dans les mois et les années qui viennent !

## Intervenir politiquement dans une grève, premier test pour les militants du NPA

La bataille qui vient de nous animer est loin d'être finie. Ce n'était qu'une étape dans le projet d'ensemble du patronat pour l'université et la recherche et nous devons dès à présent préparer la suite. Tirer les leçons de cette grève, conserver les acquis et corriger les faiblesses pour être plus forts la prochaine fois. Pour cela nous devons nous organiser sur la durée. Que ce soit syndicalement et/ou dans des organisations politiques qui s'affrontent dans les luttes au gouvernement. Le comité NPA Personnels du campus de Rangueil a joué un rôle actif dans la mobilisation qui vient de se dérouler : défense de l'auto-organisation et de la démocratie dans le mouvement (AG et mise en place d'un comité de lutte), de l'unité inter-catégorielle dans l'université, de la nécessité de faire converger l'ensemble des résistances atomisées dans un mouvement de grève générale de l'ensemble des jeunes et des travailleurs. Nous avons fait la démonstration, à notre échelle, de l'utilité d'un comité NPA sur un lieu de travail. Même si elles sont indispensables, les organisations syndicales ne peuvent être suffisantes. Beaucoup de décisions du mouvement se sont prises contre l'avis, non pas des syndiqués, mais de leurs directions, qui trop souvent étaient un train en retard. En effet, les directions bureaucratiques ont systématiquement boycotté les comités de grève du campus de Rangueil, ont freiné sur les revendications, ont entretenu parfois les divisions corporatistes entre les différentes catégories de personnels et n'ont jamais voulu créer de liens avec les autres secteurs vers un mouvement d'ensemble. Il ne s'agit pas de jeter la pierre à l'ensemble des dirigeants syndicaux, et encore moins aux syndiqués dont nous faisons partis, mais de comprendre que dans un mouvement différentes orientations s'affrontent. S'organiser indépendamment des directions syndicales c'est aussi être en mesure de proposer une orientation alternative pour un débouché victorieux de la lutte !

## Vers la grève générale !

Pour finir, les tâches de la prochaine période sont importantes. Il faudra continuer à se battre pour une université et une recherche publiques et de qualité. Pour la création de postes statutaires, contre la précarité, contre le démantèlement des organismes de recherche et pour une recherche indépendante des intérêts privés, contre la sélection sociale, pour des diplômes de qualité... Pour cela, l'unité des organisations syndicales et politiques, pour la mobilisation et la défense de nos acquis et du service public, sera indispensable. Il nous faudra aussi être plus forts dans la prochaine période et avoir conscience que nous ne pourrons obtenir satisfaction qu'en se liant à l'ensemble des secteurs du monde du travail vers la grève générale, seule à même d'imposer et de construire la société que nous voulons !

*Sylvain,  
comité NPA Personnels campus Rangueil  
Toulouse, le 29 juin 2009*